

Politique de confidentialité de CALL A LAWYER

A jour au 3 octobre 2018

La présente politique de confidentialité vise à informer les utilisateurs de l'application CALL A LAWYER (ci-après l'« Application ») sur les traitements réalisés par CALL A LAWYER, société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 822 183 711, dont le siège social est situé 98 rue de Varenne, 75007 Paris (ci-après la « Société ») conformément aux dispositions prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 suite à l'entrée en vigueur du règlement UR 2016/679 sur la protection des données.

Les utilisateurs de l'Application sont invités à lire attentivement la présente politique de confidentialité.

1. Définitions :

La présente politique de confidentialité est destinée à informer les utilisateurs de l'Application de la politique de la Société concernant le traitement de leurs données à caractère personnel :

Avocat : désigne toute personne physique inscrite sur l'Application ayant la qualité d'avocat, disposant des titres et diplômes nécessaires à l'exercice de ladite profession en France métropolitaine et DOM-TOM.

Donnée personnelle/Donnée : désigne toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Politique de confidentialité : désigne la présente politique de confidentialité relative au traitement des Données.

Services : désignent les services proposés sur l'Application.

Traitement : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations relatives aux Données, comme par exemple la collecte, l'enregistrement, la conservation, la consultation, la communication ou encore l'effacement et la destruction des Données.

Utilisateur : désigne toute personne accédant à l'Application, et titulaire d'un compte personnel.

2. Identité du Responsable de traitement :

L'Application est dédiée à la mise en relation entre les Avocats et les Utilisateurs.

Les Services sont proposés uniquement en France et le responsable du traitement des Données est la société :

CALL A LAWYER
98 rue de Varenne
75007 PARIS

N° Siret : 822 183 711 RCS de PARIS
E-mail : contact@callalawyer.fr
Téléphone : 06 60 07 28 34

3. Généralités :

La présente Politique de confidentialité peut être modifiée à tout moment par la Société, afin notamment de se conformer aux évolutions des lois et règlements, de la jurisprudence, de la technique ou encore aux exigences des autorités. En cas de modification de la Politique de confidentialité, la Société informera l'Utilisateur et l'Avocat et/ou sollicitera leur accord lorsque cela est nécessaire.

La dernière version de la Politique de confidentialité est celle disponible sur l'Application.

Les Utilisateurs et Avocats sont invités à consulter la Politique de confidentialité avant toute navigation sur l'Application et à prendre connaissance régulièrement de la Politique de confidentialité afin de connaître les modifications et/ou mises à jour apportées par la Société.

La Politique de confidentialité fait partie intégrante des Conditions Générales d'Utilisation et de Vente de l'Application.

Pour toute question relative aux présentes, les Utilisateurs et Avocats peuvent contacter Monsieur François PEKLY par e-mail à l'adresse contact@callalawyer.fr ou par courrier à l'adresse suivante : CALL A LAWYER, Monsieur François PEKLY, 98 rue de Varenne 75007 PARIS.

4. Données traitées :

La Société est amenée à collecter directement ou indirectement des Données Personnelles concernant les Utilisateurs et Avocats de l'Application.

La saisie de ces Données est obligatoire et fait l'objet d'un traitement automatisé aux fins d'accès aux Services et de gestion et d'administration des comptes personnels des Utilisateurs et Avocats inscrits sur l'Application.

La collecte des Données est indispensable pour mener à bien les Services et pour lesquels les Utilisateurs et les Avocats sollicitent la Société.

La Société pourra refuser l'accès à l'Application si l'Utilisateur ou l'Avocat s'oppose à renseigner les Données nécessaires au but poursuivi par l'Application.

Les Données sont traitées par la Société ou ses prestataires habilités, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et dans les limites des Conditions Générales d'Utilisation et de Vente de l'Application.

4.1. Les Données nécessaires à la création du compte personnel de l'Avocat :

- Civilité, nom, prénom
- Adresse e-mail
- Date de naissance
- Numéro de téléphone
- Adresse postale
- Photographie
- Numéro CNBF
- Description personnalisée

- IBAN.

D'autres données sont sollicitées dans le cadre du service professionnel rendu par l'Avocat sur l'Application mais ne sauraient être considérées comme des Données au sens des lois et règlements applicables.

4.2. Les Données nécessaires à la création du compte personnel d'un Utilisateur :

- Civilité, nom, prénom
- Adresse e-mail
- Numéro de téléphone
- Code postal
- Date de naissance
- Profession (uniquement pour les enquêtes de satisfaction)
- Identifiants bancaires (uniquement les quatre derniers chiffres de la carte bancaire et la date de validité de celle-ci).

Les paiements réalisés sur l'Application par carte bancaire sont traités par la société MANGOPAY, prestataire de service de paiement de la Société.

4.3. Les Données communes aux Avocats et aux Utilisateurs :

- Les informations et l'historique des appels passés sur l'Application, notamment, la date, l'heure, la durée, les domaines d'intervention, le nom, prénom et numéro de téléphone de l'Avocat et de l'Utilisateur
- Le détail des opérations financières ou comptables effectuées sur l'Application contenant les informations relatives aux modalités de règlement
- Informations relatives au contenu de l'Application (notation et commentaires)
- Les demandes d'assistance lorsqu'un Utilisateur ou un Avocat signale un problème relatif à leur compte personnel sur l'Application

5. Licéité du traitement :

Les Données sont utilisées par la Société conformément aux lois et règlements applicables. Le traitement des Données est ainsi licite dans la mesure où :

- Il vise à exécuter le contrat passé avec l'Utilisateur, l'Avocat et/ou ;
- Il vise à respecter les obligations légales auxquelles la Société est soumise et/ou ;
- L'Utilisateur et l'Avocat ont consenti au traitement de ses Données et/ou ;
- Il existe un intérêt légitime poursuivi par la Société. L'intérêt légitime de la Société repose principalement sur des motifs commerciaux et financiers nécessitant que les Données soient traitées par elle.

6. Finalités du traitement :

La collecte des Données est indispensable pour utiliser l'Application et l'objectif de mise en relation poursuivi.

6.1. Effectuer les opérations relatives à la gestion des Utilisateurs et des Avocats concernant notamment :

- Les Conditions Générales d'Utilisation et de Vente
- L'inscription sur l'Application
- La gestion des requêtes, des réclamations et des demandes

- La facturation, comptabilité et gestion des comptes
- Le suivi de la relation commerciale
- La gestion du paiement des Avocats
- La gestion des impayés et du contentieux.

6.2. Gérer les demandes des Utilisateurs et Avocats.

6.3. Elaborer des statistiques commerciales.

6.4. Gérer des avis sur les Services.

6.5. Organiser des opérations promotionnelles et des évènements.

7. Accès aux Données :

7.1. Les collaborateurs, salariés habilités de la Société du service finance, marketing, commercial, administratif, des services chargés de traiter la relation client et la prospection, des services logistiques et informatiques sont susceptibles d'avoir accès aux Données.

7.2. Par ailleurs, les prestataires et sous-traitants de la Société peuvent avoir accès aux Données notamment dans le cadre de leur mission de :

- Hébergement de l'Application ;
- Gestion des transactions réalisées sur l'Application ;
- Gestion de la comptabilité de la Société ;
- Sécurisation des paiements en ligne et lutte contre la fraude ;
- Développement et maintenance de l'Application.

Les Données Personnelles sont également collectées par le prestataire de paiement MANGOPAY, lequel fournit la solution de paiement l'Application. À cette fin, MANGOPAY a accès aux données nécessaires pour effectuer les virements bancaires entre l'Application, les Utilisateurs et les Avocats.

L'Utilisateur doit accepter les Conditions Générales d'Utilisation de MANGOPAY avant toute utilisation de ses services. MANGOPAY est responsable conjointement avec la Société du traitement des Données. Il est soumis au règlement (UE) 2016/679. Les coordonnées de ce prestataire de paiement sont :

MANGOPAY SA FRANCE

Adresse : 4 rue de la Tour des Dames,75009 PARIS

N°SIREN : 831 958 996 RCS de PARIS

Téléphone : +33 1 76 39 02 81

Les traitements réalisés par les prestataires de la Société sont encadrés dans le cadre d'accords dans lesquels les sous-traitants s'engagent à respecter les lois et règlement applicables, et plus généralement l'ensemble des obligations mises à leur charge, notamment en matière de protection de la sécurité et de la confidentialité des Données.

7.3. Dans le cadre du service de mise en relation proposée par l'Application, le profil des Avocats est visible et accessible par tous les Utilisateurs disposant d'un compte personnel. Dans le cadre de la mise en relation, les Données des Avocats sont destinées aux Utilisateurs qui souhaitent utiliser les Services. À cet effet, l'Utilisateur a accès à des données professionnelles concernant l'Avocat et des Données via son profil (nom, prénom, domaines de compétence, description personnalisée, photographie, langues parlées, années de barreau, barreau d'appartenance, numéro de téléphone). À l'inverse,

l'Avocat accède au nom, prénom et au numéro de téléphone de l'Utilisateur, lorsque ce dernier souhaite entrer en contact avec l'Avocat pour lui soumettre une requête.

7.4. Les Données peuvent également être transmises aux autorités judiciaires et de contrôle mais également aux auxiliaires de justices et officiers ministériels dans le cadre de leur mission de recouvrement de créances et de protection des intérêts de la Société.

8. Durée de conservation des Données :

Les Données sont conservées pendant la durée nécessaire à la gestion de la relation commerciale, conformément aux lois et règlements applicables.

Toutefois, les Données permettant d'établir la preuve d'un droit ou d'un contrat, ou conservées au titre du respect d'une obligation légale, peuvent faire l'objet d'un archivage sécurisé pour une durée n'excédant pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont conservées (notamment mais non exclusivement celles prévues par le Code de commerce, le Code civil et le Code de la consommation mais également par les dispositions comptables et fiscales applicables à la Société).

Les Données utilisées à des fins de prospection commerciale peuvent être conservées pendant un délai de trois ans à compter de la fin de la relation commerciale. Au terme de ce délai, la Société pourra reprendre contact avec l'Utilisateur ou l'Avocat concerné afin de savoir s'il souhaite continuer à recevoir des sollicitations commerciales. En l'absence de réponse positive, la Société supprimera les Données conformément aux dispositions en vigueur, et notamment celles prévues par le Code de commerce, le Code civil et le Code de la consommation.

9. Transfert de Données :

Les Données sont conservées par la Société au sein de l'Union européenne.

Toutefois, dans la mesure où certains prestataires de service et sous-traitants de la Société peuvent être situés dans des pays tiers, en dehors de l'Union européenne, la Société peut transférer les Données de l'Utilisateur et de l'Avocat dans ces pays tiers. Dans un tel cas, la Société veille à ce que ce transfert soit effectué en conformité avec la Politique de confidentialité et les lois et règlements mais également qu'il garantisse un niveau de protection suffisant de la vie privée et des droits fondamentaux de l'Utilisateur et de l'Avocat.

10. Sécurité des Données :

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature des Données en cause, la Société s'engage à mettre en place des mesures appropriées pour préserver la sécurité et la confidentialité des Données. La Société veille ainsi à empêcher que les Données soient déformées ou endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

La Société veille notamment à :

- La sensibilisation aux exigences de confidentialité des collaborateurs de la Société amenés à accéder aux Données ;
- La sécurisation de l'accès aux locaux et aux plateformes informatiques de la Société ;
- Le haut degré d'exigence en matière de protection des Données lors de la sélection des sous-traitants et partenaires de la Société.

En cas de violation des Données susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques, la Société notifiera la violation en question à la Commission nationale de

l'informatique et des libertés (CNIL) dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les délais prévus par les lois et règlements applicables. Si une violation des Données est susceptible d'engager un risque élevé pour les droits et libertés des Utilisateurs et Avocats, la Société les informera de la violation dans les meilleurs délais, sauf dans les cas d'exceptions prévus par les lois et règlements applicables.

11. Droits des Utilisateurs et des Avocats :

L'Utilisateur et l'Avocat ont le droit d'accéder à leurs Données et de demander qu'elles soient rectifiées, complétées ou mises à jour. L'Utilisateur et l'Avocat peuvent également demander l'effacement de leurs Données ou s'opposer à leur traitement, à condition de justifier d'un motif légitime.

L'Utilisateur et l'Avocat peuvent retirer à tout moment le consentement qu'ils ont donné à la Société concernant le traitement de leurs Données.

L'Utilisateur et l'Avocat peuvent demander à exercer leur droit à la portabilité de leurs Données, c'est-à-dire le droit de recevoir les Données fournies dans un format structuré, et le droit de transmettre ces Données à un tiers.

Nonobstant ce qui précède, la Société peut conserver certaines Données lorsque les lois et règlements applicables à son activité lui imposent ou lorsqu'elle a un motif légitime de le faire (ex : violation des Conditions Générales d'Utilisation et de Vente etc.).

L'Utilisateur et l'Avocat peuvent formuler des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs Données après leur mort.

L'Utilisateur et l'Avocat peuvent exercer leurs droits auprès de Monsieur François PEKLYY par email à l'adresse suivante contact@callalawyer.fr ou par courrier à l'adresse suivante : CALL A LAWYER, Monsieur François PEKLY, 98 rue de Varenne 75007 PARIS.

La Société pourra vérifier l'identité du demandeur et/ou lui demander de produire une copie de sa pièce d'identité pour répondre à sa demande. La Société veillera à répondre à la demande dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans les délais prévus par les lois et règlements applicables.

L'Utilisateur et l'Avocat peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).